

A l'heure où la lutte contre le changement climatique devient une urgence pour la plupart des citoyens, il est essentiel de porter le débat au plus haut niveau politique européen. Il ne s'agit plus seulement d'infléchir les trajectoires des politiques économiques du passé mais de s'engager dans une transformation profonde de nos modes de consommation et de production.

Le bilan des politiques publiques de lutte contre le changement climatique mises en œuvre par le passé montre que nous ne pourrions atteindre les objectifs de l'accord de Paris qu'au travers d'une mobilisation massive de la finance au niveau européen. C'est ce que propose avec pertinence le Pacte Finance Climat.

Engagé depuis la fin des années 80 dans l'expertise sur les politiques de lutte contre le changement climatique, dans les négociations internationales de la Convention Climat et depuis 2017 dans l'initiative du Pacte Finance Climat je souhaite mettre mon expérience au service de la démarche entreprise par les fondateurs du Pacte.

L'essentiel de ma carrière a été consacrée, au sein de l'agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, à promouvoir les solutions de la transition écologique et énergétique tant au niveau de la recherche et de l'innovation en soutenant les projets des équipes de recherche publiques et des entreprises qu'au niveau des politiques publiques qu'en réalisant des prospectives de long terme démontrant que ces changements de société seront bénéfiques d'un point de vue économique et sociétal. Depuis une trentaine d'années mon implication professionnelle à l'ADEME a consisté à élaborer des propositions et des outils de politiques publiques pour les gouvernements au niveau national mais également au niveau des territoires et de l'Europe.

Le pacte Finance Climat ne constitue pas qu'une option pour l'Europe ; c'est aussi une démarche qui inscrit durablement les relations entre l'Europe et ses voisins de Méditerranée et d'Afrique dans une logique de coopération essentielle pour réussir la transition. Impliqué depuis trois ans sur les conditions de l'accès à l'énergie propre pour les millions de personnes concernées en Afrique je suis convaincu qu'il s'agit là d'une composante majeure du Pacte.

Au-delà de mon engagement professionnel pendant de nombreuses années je pense qu'il est de ma responsabilité d'entreprendre une démarche citoyenne au sein du Pacte Finance Climat et c'est ce qui me conduit à formuler ma candidature au Conseil d'Administration du Pacte.

François MOISAN